

Politiques macroéconomiques : une nouvelle donne ?



Denis Durand



Jézabel Couppey-Soubeyran

Pour la première édition de cette nouvelle rubrique, nous avons le plaisir de publier le compte rendu des échanges qui ont animé la première séance d'un nouveau séminaire de la Fondation Gabriel Péri : "Capitalisme : vers un nouveau paradigme ?". Cette première séance était commune avec un autre cycle de séminaires intitulé : "Face à la pandémie : des choix de société".

Elle réunissait Jézabel Couppey-Soubeyran, maîtresse de conférences à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne en économie monétaire et financière et conseillère scientifique de l'Institut Veblen, et Denis Durand, codirecteur d'Économie&Politique et membre du conseil d'administration de la Fondation Gabriel-Péri. Le débat était animé par Alain Obadia, président de la Fondation Gabriel-Péri. Pour en savoir plus : <https://gabrielperi.fr/initiatives/cat-seminaire/face-a-la-pandemie-des-choix-de-societe/>

La retranscription intégrale du séminaire est accessible sur le blog d'Économie&Politique : <https://www.economie-et-politique.org/2021/06/21/politiques-macroeconomiques-une-nouvelle-donne/>

Denis Durand

Il y a bien la recherche de quelque chose de nouveau par rapport aux politiques néolibérales menées depuis quarante ans et même depuis la réponse à la crise de 2008. Il y a d'abord le principe du « quoi qu'il en coûte ». Il a fallu à peine quelques semaines après l'arrivée du virus en Europe pour que les gouvernements de la zone euro, la Banque centrale européenne et la Commission européenne décident de suspendre la contrainte des 3 % de déficit public et toutes les normes budgétaires accumulées par les traités successifs. C'est une leçon intéressante d'un point de vue politique : quand les circonstances l'exigent, ceux qui dirigent les entreprises et les gouvernements peuvent ignorer – au moins pour un temps – les règles habituellement considérées comme les plus sacrées. Cela est rendu

possible par les politiques « non conventionnelles » des banques centrales qui ont créé autant de monnaie en un an que dans les dix années précédentes, pourtant déjà hors norme.

Aux États-Unis, on a eu des phénomènes à peu près comparables. Les annonces de Joe Biden sont impressionnantes. 6 000 milliards de dollars en plus de ce qu'il y avait déjà, donc près de 9 000 milliards de dollars de dépenses publiques, étalés certes sur plusieurs années. Une impulsion exceptionnelle qui comporte une dimension « sociale », au moins dans les intentions. Joe Biden avait annoncé qu'il voulait doubler le SMIC, il a dû y renoncer faute de majorité au congrès et ça risque d'être le cas pour d'autres mesures déjà annoncées.

Il y a enfin des annonces qui ont une portée internationale : celle

d'une augmentation de l'impôt sur les sociétés et l'adoption d'une politique visant à maintenir un taux d'impôt sur les sociétés minimum. C'est est très nouveau par rapport à ce qu'on a entendu répéter sur tous les tons depuis les années 80 et l'hégémonie de l'idéologie néolibérale – libérale en ce sens que c'est le capital qui a les leviers de commande, cela ne veut pas dire que l'État n'est pas là, au contraire, le capital s'appuie énormément sur l'intervention de l'État.

Le problème, c'est qu'il n'est pas évident que tout cela soit de nature à sortir l'économie américaine et l'économie mondiale des difficultés.

D'où le deuxième point de mon intervention : les solutions recherchées ne sont ni assez mondiales, ni assez nouvelles.





Elles ne sont pas assez mondiales parce que ce que font les États-Unis ne peut pas être généralisé partout ailleurs. On l'a dit, ils y sont allés très fort sur la politique monétaire, pour deux raisons. D'abord parce qu'ils en ont vraiment besoin : les chocs sur l'emploi, sur la situation sociale des ménages sont très violents aux États-Unis, beaucoup plus qu'en Europe. C'est vrai depuis toujours et c'est pourquoi les politiques conjoncturelles aux États-Unis ont toujours été plus actives que dans des pays comme l'Allemagne ou comme la zone euro parce qu'il n'y a pas les mêmes amortisseurs en cas de choc. Ils sont donc obligés de veiller sur la conjoncture, comme du lait sur le feu, beaucoup plus que les Européens.

Mais c'est surtout parce qu'ils peuvent se le permettre. Le privilège du dollar permet aux États-Unis d'attirer des capitaux du monde entier, de faire monter ou baisser le dollar en fonction des intérêts de Wall Street et du capital américain, ce que d'autres pays développés, notamment ceux de la zone euro, ne peuvent pas faire malgré tous les efforts pour essayer de rivaliser dans l'attraction des capitaux. Cela les place sous une pression terrible¹. Deuxièmement, ce n'est pas assez nouveau parce que les priorités qui sont données à ces politiques de relance – aussi bien, pour le coup, aux États-Unis qu'en France – sont des politiques, au mieux de soutien à l'investissement, mais qui passent par le soutien aux profits et la « baisse du coût du travail ».

Aux États-Unis, il y a des chèques aux ménages, il y a une certaine velléité d'augmenter les impôts sur les riches et sur les grandes entreprises mais l'utilisation de cet argent est essentiellement axée sur l'investissement dans les infrastructures, sur des investissements dans le capital matériel. L'accent n'est pas mis sur ce qui est pourtant déterminant dans l'efficacité économique au XXI^e siècle avec la révolution informationnelle : l'investissement dans l'emploi, dans la formation, dans

les capacités des êtres humains. C'est pourtant cela qui serait quelque chose de profondément nouveau. Développer les services publics, c'est embaucher et former des médecins, des enseignants... Mais ce n'est pas là la priorité dans les politiques qui sont menées aujourd'hui.

Si on veut apporter des solutions aux problèmes qui nous sont posés aujourd'hui, on ne peut plus se contenter de déverser de l'argent sur l'économie puisque cela revient à laisser les employeurs, les patrons, les détenteurs de capital décider, avec comme critère la baisse du coût du travail pour augmenter les taux de profit.

Il faut aller voir ce qui se passe là où on prend des décisions sur l'utilisation de l'argent des entreprises, là on prend des décisions pour l'argent des banques. Nous proposons que les politiques économiques soient conçues dans ce sens – modulation de l'impôt sur les sociétés, modulation des cotisations sociales en fonction de la politique sociale de l'entreprise, nouvelle sélectivité de la politique monétaire... – mais aussi que l'on prenne au sérieux l'idée d'une prise de pouvoir par les salariés dans l'entreprise, par les usagers dans les services publics, pour imposer d'autres critères sociaux et écologiques.

On ne peut pas dire « on s'attaquera au pouvoir du capital plus tard ». Bien sûr, l'adversaire est très puissant et très violent. Sa force, c'est qu'il est partout : dans les marchés financiers mondiaux, dans les organisations internationales, à Bruxelles, à Francfort surtout, il est dans les décisions nationales mais aussi dans les décisions que prennent des directions régionales des banques et des multinationales, dans celles qui se prennent également sous l'influence de ces banques et de ces multinationales dans le moindre territoire... Mais ça veut dire aussi qu'on peut s'y attaquer à partir du moindre territoire, à partir des luttes sociales qui vont, tôt ou tard et sous une forme ou sous une autre, exprimer la colère

sociale. Nous proposons que cette colère sociale se concentre contre cette domination du capital, avec des propositions précises, des critères de gestion, une autre utilisation du crédit... et des propositions au niveau régional. On croit parfois que les régions sont un sujet en soi, à côté des élections nationales et de la « grande politique ». Mais supposons qu'un jour un gouvernement national fasse une grande politique, de gauche, sociale, écologique, qui s'attaque aux vrais problèmes : pour résister à toutes les pressions qui viendront « d'en haut », de l'international, de l'Europe, et d'« en bas », du patronat petit, grand et moyen – surtout du grand patronat – il aura besoin d'avoir des relais au niveau local, régional et aussi des alliances internationales.

Jézabel Coupey-Soubeyran :

La crise sanitaire a transformé la politique économique, particulièrement en Europe, même si cela ne veut pas dire que le résultat soit forcément satisfaisant. Ça a un peu obligé la zone euro à sortir de sa léthargie en la matière.

La politique budgétaire n'avait quasiment pas de place, elle était bridée avec les règles budgétaires héritées du traité de Maastricht, et la crise sanitaire a obligé à la débrider. Sur le plan de la politique monétaire, il n'y a pas de transformation forte. Il y a – et c'est important – un changement d'échelle, c'est-à-dire que la crise sanitaire a obligé à amplifier et à poursuivre, et sans doute pendant longtemps, la politique monétaire qui a été menée en Europe depuis la crise financière. Les « mesures non conventionnelles » vont sans doute constituer la norme de la politique monétaire européenne pendant assez longtemps.

La politique monétaire conduite par la Banque centrale européenne repose sur deux grands types d'opérations. Les premières consistent à refinancer les banques – la banque centrale est la « banque des banques ». Depuis plusieurs années déjà, les banques peuvent se refinancer

sur des périodes de temps plus longues, jusqu'à quatre années au lieu de quelques mois au maximum. Ce sont des opérations qui se font à taux nul. La monnaie centrale est « gratuite » pour les banques, voire même subventionnée, c'est-à-dire qu'à certaines conditions elles peuvent obtenir ces liquidités auprès de la banque centrale à taux négatifs : c'est comme si la banque centrale payait les banques pour qu'elles viennent à son guichet prendre de la monnaie centrale et qu'ensuite elles puissent apporter la réponse qu'on attend aux besoins de l'économie.

Le deuxième grand type d'opération, ce sont les opérations de rachats d'actifs. Cet « assouplissement quantitatif » de la politique monétaire – l'expression quantitative easing est devenue courante depuis la crise financière de 2008 – consiste en fait à acheter massivement des titres sur les marchés – en très grande partie des titres de dette publique. Ces opérations ont pris une importance considérable. Pour ce qui est de la Banque centrale européenne et des banques centrales nationales de la zone euro qui, avec elle, forment l'Eurosystème, elles achètent massivement, non pas sur le marché de l'émission mais sur le marché secondaire, le « marché d'occasion ». Ces achats massifs facilitent encore dans une certaine mesure le financement des États à de la zone euro. Ce n'est plus le mode traditionnel de création monétaire « encastré » dans la dette, par lequel la banque centrale crée de la monnaie centrale quand elle prête aux banques, selon le même mécanisme que celui par lequel les crédits bancaires créent des dépôts. Ce n'est plus la banque qui va demander un financement à la banque centrale. C'est la banque centrale qui décrète qu'elle achète des titres pour un certain montant, et la contrepartie à son bilan n'est plus un prêt que la banque doit lui rembourser mais un titre.

C'est intéressant parce qu'on pourrait créer ainsi de la monnaie centrale et l'affecter à tout

autre chose que des achats de titres de dette sur les marchés financiers. Mais pour le moment, cette monnaie « désencastrée de la dette » profite aux marchés et aux banques, c'est-à-dire à ceux à qui la banque centrale rachète des titres.

Est-ce que cette politique monétaire très accommodante a les effets qu'on attend sur l'économie réelle ? ce que l'on constate, c'est qu'il y a des milliers de milliards de monnaie centrale créée pour des effets assez faibles sur l'investissement, l'emploi et la croissance. On peut objecter que ce n'est pas là l'objectif primordial de la BCE, qui n'est pas l'emploi et la croissance mais la stabilité des prix. En ce moment l'inflation est trop basse par rapport à la cible de la banque centrale, le problème du moment n'est pas l'inflation, c'est la déflation. La banque centrale ne parvient pas à atteindre sa cible.

Quant aux effets macrofinanciers, ils sont assez ambigus. Les marchés sont sous la perfusion permanente de monnaie centrale et la banque centrale s'est transformée en très gros investisseur sur les marchés, elle administre complètement le marché. Ça va être très compliqué ensuite de défaire cette perfusion et de faire en sorte que les marchés puissent retrouver un fonctionnement normal. L'abondance de liquidités fait que des investisseurs qui se retrouvent avec des liquidités vont aller sur d'autres segments de marchés plus rémunérateurs, vers les marchés d'actions. D'où ces phénomènes de bulles avec des augmentations de prix d'actifs qui s'auto-alimentent. Si ces bulles éclatent, on ira au-devant d'une crise financière.

De leur côté, les autorités « prudentielles », les autorités de surveillance des banques, ont opté pendant la crise sanitaire pour une stratégie qui consiste à relâcher les contraintes prudentielles afin de donner aux banques une sorte de bouffée d'oxygène pour qu'elles soient en capacité de répondre aux demandes de crédit de leurs clients. Au final, il se

peut que les banques ensuite ne soient pas en mesure d'absorber les pertes qui vont peut-être se présenter si les faillites qui n'ont pas eu lieu jusqu'à présent parce que les entreprises étaient aidées se produisent avec un décalage dans le temps. Si on est dans cette configuration, il y aura des pertes pour les banques et le relâchement des normes prudentielles aura fait que les « coussins amortisseurs » de fonds propres auront été complètement dégonflés : les banques n'auront plus rien pour absorber ces pertes.

Finalement, ces opérations de politique monétaire ne vont pas tellement dans le sens de la stabilité économique, ni dans le sens de la stabilité monétaire, de la stabilité des prix, ni dans le sens de la stabilité financière à moyen long terme, c'est-à-dire qu'en fait elles ne vont pas vraiment dans le sens des objectifs qu'on confie à la Banque centrale européenne.

Faudrait-il pour autant recommander d'arrêter ces opérations, notamment les opérations d'achat d'actifs ? La réponse est clairement non parce que les rachats de titres de dette publique servent à ce que les États de la zone euro puissent emprunter aux taux les plus bas et à des conditions qui ne soient pas trop différentes les uns des autres. Ce n'est pas la façon dont la BCE présente les choses mais, en fait, par ces opérations, elle apporte une assistance financière aux États de la zone euro.

Un mot sur politique budgétaire. On a un plan européen de 750 milliards qui a un aspect très intéressant puisqu'une grande partie de son financement va reposer sur un emprunt mutualisé de la Commission européenne au nom de l'Union européenne. On n'est pas pour autant dans une union budgétaire mais il y a quand même la prise de conscience que si on ne partage pas ce risque de défaut souverain ça pose un problème. Cela étant, ce plan de 750 milliards d'euros commence à faire pâle figure, comparé au plan américain.





Nous aussi nous avons besoin de changer pas mal d'infrastructures, notamment si on veut réaliser la transition écologique. Nos plans de relance, que ce soit le plan Next Generation EU à 750 milliards d'euros, ou les plans nationaux que ce plan européen vient subventionner en partie, sont surtout tournés vers l'offre et vers l'offre du secteur privé, et très peu vers le soutien à la demande, alors qu'aux États-Unis, avec une précarité plus grande et une protection sociale beaucoup plus faible, les plans se doivent d'être davantage tournés vers la demande. Mais chez nous aussi on aurait besoin de tourner davantage les plans européens et nationaux vers le soutien à la demande, on aurait besoin de beaucoup plus d'investissements, d'investissements publics.

On pourrait avoir en matière de politique économique des solutions beaucoup plus innovantes. On pourrait faire ce que l'on appelle de la « monnaie hélicoptère » : ça consiste à transférer la monnaie centrale en évitant d'emprunter le canal des marchés puisque ces derniers ne sont plus suffisamment reliés à l'économie réelle et donc n'acheminent pas les impulsions de politique monétaire à l'économie. Cela suscite discussion. Certains disent que c'est quelque chose de farfelu, c'est la monnaie magique, etc. Certes, cela implique de modifier notre conception de la création monétaire de la banque centrale. Cela ne veut pas dire créer plus de monnaie centrale mais la créer sans contrepartie et donc la « désencastrier » complètement de la dette ; mais finalement, avec les rachats d'actifs, la banque centrale au fond a déjà commencé à le faire, même si elle ne présente pas les choses ainsi.

Il y a une deuxième alternative, c'est l'annulation conditionnelle des dettes à l'actif de la banque centrale. Il y a maintenant plus de 3 000 milliards de titres de dette publique à l'actif de l'Eurosystème. Si on annulait ces créances que détiennent les banques centrales conditionnellement à des investissements dans l'éducation,

dans la santé, dans la transition écologique, on aurait la possibilité de réaliser 3 000 milliards d'investissements publics qui ne feraient pas augmenter l'encours de dette. Ce seraient 3 000 milliards d'investissements publics à dette constante qui nous éviteraient la pression du marché. Je sais qu'il y a d'autres oppositions à cela, on pourra en rediscuter.

Pour terminer, se pose aujourd'hui vraiment la question de la combinaison entre politique monétaire et politique budgétaire et la question de la relation entre banques centrales et États. Est-ce que cet article 123 qui interdit aux banques centrales de financer directement les États est adapté aux besoins nos économies ? Est-ce qu'avec cette interdiction on arrivera à faire la transition écologique ? La réponse est non. Donc, on devrait penser à un changement assez substantiel du mandat de la BCE, particulièrement de façon à ce que la monnaie centrale soit bien davantage au service des économies de la zone euro.

En quoi la BCE aurait-elle besoin qu'on rembourse la dette puisque c'est elle qui crée la monnaie ?

Denis Durand :

Si l'argent mis en circulation dans l'économie est utilisé pour développer les capacités humaines : l'emploi, les services publics, la formation... on va créer des richesses et on en créera tellement que le niveau de la dette n'aura plus aucune importance. La dette d'aujourd'hui sera devenue anecdotique.

Le problème est de savoir ce qu'on fait avec l'argent, maintenant ! Jusqu'à présent, il va dans les marchés financiers, il alimente l'inflation financière. Aujourd'hui, l'inflation n'est pas dans les prix à la consommation et encore moins dans les salaires. Elle est dans les prix des actifs financiers et accessoirement aussi ceux des actifs immobiliers. Cette inflation financière est très dangereuse, d'abord parce qu'elle produit les krachs, et aussi parce qu'un capital placé,

dont le cours de marché a monté vertigineusement, réclame toujours sa rémunération, ses 10 et 15 % de rentabilité ; mais 10 ou 15 % de rentabilité sur 100 milliards, c'est cinq fois plus d'argent à pomper sur l'économie, sur le travail des gens, que le même pourcentage sur 20 milliards ! C'est très pervers. C'est une des grandes menaces qui pèsent sur nous, aussi grande que les coronavirus. Donc, la grande question c'est de savoir comment on peut utiliser autrement la monnaie créée par les banques centrales.

Jézabel Couppey-Soubeyran :

Est-ce qu'au fond les États ont besoin de rembourser cette dette à une banque centrale qui leur appartient ? Cet aspect des choses est très discuté. Le compte de la banque centrale et celui des États sont deux comptes différents, il n'y a pas de comptes consolidés entre les deux. Donc un titre de dette publique à l'actif de la banque centrale, si la banque centrale ne décide pas d'annuler cette créance, les États doivent rembourser les montants inscrits à l'actif de la banque centrale : c'est un contrat financier. On peut avoir une vision complètement abstraite des choses, se dire que ce serait mieux que ce ne soit pas le cas mais pour cela il faut que la banque centrale abandonne sa créance. On entend aussi beaucoup dire que de toute façon ce n'est pas grave parce que les États ne remboursent jamais, ils « roulent » leur dette. Mais attention, rouler sa dette ça ne veut pas dire ne pas rembourser, ça veut dire emprunter pour rembourser ce que l'on doit ; et quand on emprunte pour rembourser, généralement on n'emprunte pas pour investir, ou du moins ça limite les possibilités. C'est bien ce qui justifie la proposition d'annulation conditionnelle que nous avions portée avec des collègues dans une tribune de près de 150 économistes d'Europe. Ce n'était pas du tout une proposition tournée vers une diabolisation de la dette publique. Notre idée n'était pas qu'il faut absolument réduire la dette publique, c'était au contraire d'avoir les moyens d'investir sans se heurter à cette



Denis Durand



Jézabel Couppey-Soubeyran

CONTROVERSE





Denis Durand



Jézabel Couppey-Soubeyran

contrainte de soutenabilité de la dette publique qu'on nous servira toujours. Il est clair que cette annulation conditionnelle est juste une solution ponctuelle : la solution pérenne serait de rétablir un cordon de financement direct entre les États et la banque centrale et que les États ne soient plus obligés d'aller se financer sur les marchés. Il faut une vraie monétisation, c'est à dire que l'argent de la banque centrale soit transmis aux États sans contrepartie ; il faut du don de monnaie centrale. Ça paraît complètement stratosphérique pour le moment mais il me semble qu'en fait on sera obligé d'arriver à ce type de solution si on veut vraiment changer le monde.

Denis Durand :

Je rejoins en partie Jézabel mais je n'ai pas du tout les mêmes propositions. Je ne crois pas du tout à la monnaie hélicoptère parce que son émission n'a pas pour contrepartie la création de richesses. Je ne crois pas qu'une annulation de la dette détenue par la banque centrale change grand-chose à la situation financière des administrations publiques. En revanche, je crois qu'on peut violer les traités ou les contourner et imposer que l'argent de la Banque centrale européenne alimente le développement des services publics ; mais il faut que ces dépenses soient démocratiquement décidées par les gens, pas technocratiquement par Bruxelles. On sait comment faire autrement : on peut avoir un fonds de développement des services publics démocratiquement géré qui aurait le statut d'établissements financiers et qui pourrait alors être financé par la BCE. On peut aussi, dans un premier temps, passer par la Banque européenne d'Investissement ou par des institutions financières publiques comme la Caisse des dépôts en France.

Dans quelle mesure ces politiques budgétaires et monétaires pourraient-elles prendre en compte la dimension environnementale ? pourquoi n'est-ce pas le cas ou très peu ?

Denis Durand :

Le climat, la biodiversité, l'eau, l'air mais aussi la santé, la sécurité... sont des biens communs, ou du moins ils devraient le devenir. Pour faire des biens communs, il n'y a rien de mieux que des services publics ; mais des services publics, ce sont d'abord des gens, des fonctionnaires ou des agents des services publics. Il faut les payer, les former et leur donner des moyens de travailler mais ça demande beaucoup d'argent, beaucoup d'argent tout de suite et ça rapportera beaucoup plus, mais plus tard, en termes de demande et en termes d'offre. Il faut l'offre et la demande mais pas n'importe quelle offre. Si c'est de l'offre pour polluer la planète et pour exploiter les gens, on ne va pas sortir de nos difficultés donc c'est une autre offre qu'il faut, avec d'autres critères de gestion des entreprises, d'autres critères de financement.

Jézabel Couppey-Soubeyran :

Oui, la monnaie centrale pourrait être mise bien davantage au service de la transition écologique. Il y a une prise de conscience du risque climatique au sein des banques centrales du monde entier. Enfin ! Par exemple, dans les opérations de refinancement des banques, elles commencent à prendre en compte le bilan carbone des activités qu'elles financent. Elles prennent conscience aussi qu'il faut qu'elles fassent attention à acheter des titres selon des critères environnementaux. La Banque centrale européenne procède en ce moment une révision stratégique de sa politique monétaire. Elle ne « vera » sans doute pas beaucoup sa politique, ce sera du « vert clair ». Il faut en fait que la banque centrale finance directement la transition écologique avec des dons de monnaie centrale vers des projets publics dans la transition écologique. C'est quelque chose qui semble tout à fait irréalisable pour le moment parce que ça obligerait à totalement chambouler les traités européens. Si on fait ça, il faut réécrire le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Est ce qu'une révolution de la pensée de la politique économique de même ambition que celle de Keynes dans les années 30 ne serait pas de dépasser une politique macroéconomique de quantité, pour aller vers une politique macroéconomique qui se préoccupe de la façon dont les quantités sont utilisées, et de façon précise : non pas le secteur mais le contenu en emplois, qualification, service public versus capital investissement matériel ?

Denis Durand :

La macro-économie telle qu'on la conçoit traditionnellement ne s'intéresse pas du tout à cet aspect des choses. Le capitalisme se niche dans tous les choix qui se décident partout, de façon décentralisée mais sous la pression des marchés. C'est à cette logique de rentabilité qu'il faut s'attaquer : l'exercice du pouvoir sur la nature des choix économiques compte, et pas seulement les grandes masses que voient les macro-économistes.

Jézabel Couppey-Soubeyran :

Il y a plein de choses effectivement à repenser dans la théorie économique, en particulier au niveau monétaire. Aujourd'hui, la monnaie n'est pas l'expression du bien commun. Elle circule surtout au sein de la sphère bancaire et financière et ça ne vient pas irriguer comme il se doit l'économie réelle. Il faut réfléchir à comment mettre la monnaie au service du bien commun, en particulier la monnaie centrale. Ça veut dire en fait revoir sans doute complètement le mode de fonctionnement de la banque centrale, en faire un institut d'émission qui agirait en fonction d'objectifs fixés démocratiquement et qui créerait de la monnaie en l'affectant à ces objectifs, la transition écologique, pourquoi pas un revenu de base. Ça nous ferait changer complètement de paradigme monétaire. C'est le sujet d'une





note de l'Institut Veblen qui sort très prochainement.

L'Union européenne et les États créent beaucoup de monnaie au nom de la relance mais en réalité on continue à couper dans les dépenses publiques ?

Jézabel Couppey-Soubeyran : Entre la volonté affichée de relance et les coupes budgétaires qui ont eu lieu par le passé et qui auront lieu dans le futur, il y a une contradiction apparente mais derrière le « whatever it takes » d'Emmanuel Macron aujourd'hui, il y a de toute façon le retour à des coupes budgétaires dès demain et c'est aussi à ça que sert la dette. La dette, c'est un instrument de pression : on la laisse augmenter aujourd'hui pour pouvoir dire demain à certains pays qu'on jugera trop endettés : « pour pouvoir continuer d'emprunter sur les marchés, vous devrez vous soumettre à telle ou telle réforme structurelle, telle réforme des retraites, telle réforme de l'assurance chômage, etc. ». Dans le plan de relance européen, ils attribuent les subventions aux pays en les conditionnant à des « réformes structurelles » mais ce n'est pas ces réformes qu'on attend, c'est une réforme structurelle de la finance.

Denis Durand :

On a 11 000 milliards de dette publique dans la zone euro, 2 700 milliards en France. Le quart est possédé par les banques centrales et qu'est-ce qu'on fait avec ça ? on freine les dépenses publiques, on supprime des emplois publics au lieu d'embaucher massivement les infirmières, les médecins, les enseignants les chercheurs, les agents de police, les juges, les agents d'EDF ou de la Banque de France dont on a besoin. Il faut vraiment beaucoup d'argent pour faire ça, beaucoup plus encore que ce qu'on a emprunté. Donc, il va falloir emprunter bien davantage – peut-être pas emprunter, d'ailleurs, ça peut être en effet des avances non remboursables, de l'argent que les banques centrales vont avancer sans de-

mander de remboursement, ça s'est fait dans l'histoire, le plan Marshall a fonctionné comme ça.

D'ailleurs, aux États-Unis, ça ne marche pas très bien non plus. C'est peut-être trop tôt pour en juger mais Joe Biden a dit « je veux que les Américains retrouvent leur job, je fais un plan de 1 900 milliards de dollars ». Or les chiffres de l'emploi pour le mois d'avril, qui sont sortis vendredi dernier, ont surpris tout le monde : il y a eu quatre fois moins de créations d'emplois que ce qu'on attendait. Peut-être que c'est un accident, que ça va s'arranger en mai mais quand on imagine les causes de ce résultat surprenant, cela donne à penser. Il se pourrait par exemple que les entreprises se soient organisées pendant le confinement pour travailler avec moins de gens en faisant des gains de productivité. C'est un puissant facteur de déflation. C'est ça qui est en train de miner les bases d'un possible retour à la prospérité dans le futur. C'est ce qu'il faut changer mais comment faire ? Dans le passé on s'est contenté de déléguer la responsabilité à l'État. Mais aujourd'hui, on ne peut pas laisser l'économie se débrouiller toute seule, parce que l'économie est entre des mains de gens qui ne nous veulent pas du bien : la seule chose qui les intéresse, c'est leurs profits. Donc, il faut prendre le pouvoir et le pouvoir ne se prend pas seulement au niveau gouvernemental, il se trouve partout où des décisions économiques se prennent. C'est à New York, ou à Francfort, de plus en plus à Shanghai ou à Singapour, mais c'est aussi localement.

Question : comment faire localement, notamment au niveau des régions, pour faire en sorte que les milliards dont on parle servent l'emploi et l'investissement ?

Jézabel Couppey-Soubeyran :

Il faut qu'au niveau des plans de relance des mesures soient prises, et pas seulement au niveau national mais que tout ça puisse redescendre dans les départements, dans les régions, dans les

collectivités locales. Il faut qu'on trouve les moyens de revitaliser les territoires. Tout ce qui a trait à des innovations monétaires comme les monnaies locales, etc., tout cela me semble être en des pistes assez intéressantes.

Je rêve d'une chose, puisqu'on a des élections régionales dans un mois, c'est qu'on ait plusieurs candidats qui mettent dans leurs programmes de rassembler toutes les forces vives d'une région dès le lendemain de leur élection en disant : « maintenant on regarde partout où il faut créer des emplois, où il y a des investissements à faire pour la révolution écologique, où il y a des services publics qui manquent cruellement de moyens – doubler les salaires des enseignants, embaucher d'urgence dans les hôpitaux, etc., où sont les besoins, comment y répondre », et ensuite de se retourner vers les banques, vers la Banque de France et vers la Banque centrale européenne en disant : « vous dites que les investissements publics, c'est très important, eh bien voilà les investissements publics qu'il faut faire et ce n'est pas vous qui décidez, c'est nous, les citoyens qui décidons ». C'est à la fois très audacieux bien sûr mais ça peut être à l'ordre du jour des débats politiques et des luttes sociales qui doivent se développer tout de suite, à notre portée.

Je pense qu'il y a là quelque chose de beaucoup plus réaliste que de recycler les idées qui ont si bien marché au XXe siècle. On a besoin d'une nouvelle donne dans les politiques économiques, une nouvelle donne qu'on n'a pas encore aujourd'hui.

CONTROVERSE